

# Berlin, miroir brisé du travail

Mathilde Ramadier

## **Printemps 2013 : Le travail**

J'ai 25 ans. Je vis à Berlin depuis la fin de mes études – un master en philosophie obtenu à l'ENS (École normale supérieure) et l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), précédé d'une formation technique de trois ans en graphisme.

J'ai toujours su que je voulais écrire et travailler avec les images, même si j'ai remis en question mes choix des centaines de fois suite aux embûches rencontrées ces dernières années.

J'ai passé mes diplômes tout en accumulant petits boulots (hôtesse d'accueil, vendeuse de journaux, prof de maths, serveuse...) et expériences professionnelles, consciente de la chance d'avoir pu étudier six ans à Paris.

Aujourd'hui, je suis scénariste de bande dessinée. Après l'obtention de mon master de philo, je me suis installée à Berlin. L'attraction qu'exerce cette ville est justifiée mais ce qui est navrant, c'est que personne ne dit ce qu'il s'y passe vraiment au niveau de l'emploi.

## **La sécurité sociale à ma charge**

A Berlin, j'ai commencé par faire quelques heures dans un café. Taux horaire : 6 euros au black. Afin de réveiller mes souvenirs enfouis du lycée, je me suis inscrite à un cours d'allemand intensif, entourée de dizaines d'Espagnols, Italiens, Grecs et Brésiliens – pour la plupart sans travail... Je n'ai pas cherché à fuir la situation de l'emploi en France que je connaissais à peine, j'ai surtout abandonné l'idée de commencer un doctorat de philosophie.

Durant mes années de fac, à Normale Sup et à Paris VIII, tous mes professeurs m'ont pourtant encouragée à poursuivre la recherche jusqu'au doctorat, bien que n'étant ni normalienne ni agrégée. J'avais un sujet de thèse et un directeur prêt à m'encadrer. Mais me lancer dans trois années (minimum) de doctorat à Paris, sans avoir obtenu de bourse et tout en étant serveuse à plein temps, ou graphiste pour des gens qui-ne-paient-pas-les-graphistes, je n'ai pas voulu l'accepter.

La valse des candidatures en allemand commence. Spontanées pour la plupart. A ma grande surprise, j'obtiens une réponse positive à l'une d'entre elles en deux jours. Je suis conviée à un entretien vite

expédié. Une grande et belle galerie d'art berlinoise, qui édite une revue de design et organise un festival annuel d'illustration, me propose un poste d'assistante et de graphiste en CDI, pour un salaire de 1 500 euros net, avec une période d'essai d'un mois. On me promet que j'aurai mes matinées libres pour mes cours d'Allemand.

Je débute donc, enthousiaste et motivée, passant l'éponge sur le fait que je n'ai en réalité qu'un contrat de freelance d'un mois, pour ladite période d'essai, payée... 400 euros. Un contrat de freelance, cela signifie que l'employeur ne contribue pas aux charges sociales, et que la sécurité sociale revient donc à la charge du travailleur. Celle-ci coûte entre 150 et 600 euros par mois en Allemagne. Quand on est en bonne santé.

### **Je refuse et ça déplaît**

Dans cette galerie, je me retrouve en fait, pour 400 euros, de 9 heures à 19 heures, à mettre entre autres sur pied un dossier colossal de plus de cent pages sur le projet de lancement d'un musée du design à Berlin.

On me demande d'utiliser ma langue maternelle pour mentir et espionner des galeries concurrentes. Je refuse. Ça déplaît.

On me demande de ne plus aller à mes cours, que j'avais pourtant payés, pour venir faire des heures supplémentaires – appelons ça tout de suite du bénévolat. Je refuse. Ça déplaît.

Tous les autres membres de l'équipe sont stagiaires et se taisent, parce qu'ils sont tributaires d'une bourse pour le retour à l'emploi et qu'ils ne peuvent donc négocier quoi que ce soit. En Allemagne, les entreprises ne sont pas obligées de rémunérer un stage de six mois. Je n'ose rien dire non plus, par crainte de perdre mes misérables 400 euros. Et pour la satisfaction de se dire qu'on est allé jusqu'au bout.

Le contrat que j'ai signé stipule clairement que l'employeur n'est pas tenu de payer le travailleur indépendant, s'il juge subjectivement que le travail n'a pas été fait comme il le désirait. Je serre donc un peu les dents.

### **500 euros par mois pour une grande carrière**

Lors de l'entretien de fin de période d'essai, mon séduisant directeur en costume Prada m'explique qu'ils veulent me garder, qu'ils sont très satisfaits de mon travail. Il fait même l'effort de me complimenter en français, mais pour mieux me dire que, malheureusement, ils ne vont pas pouvoir me payer 1 500 euros net comme convenu. Le mieux qu'ils puissent faire avec leur comptabilité, c'est 500. Mais qu'avec ça, une grande carrière s'ouvre à moi à Berlin.

Avec ça, j'ai l'honneur de travailler dans la culture, pour une des galeries les plus renommées de la ville,

la chance d'avoir un travail quand d'autres n'en ont pas. Je lui réponds simplement que ce n'est pas acceptable d'accomplir de telles tâches dans ces conditions et pour cette rémunération. Il me demande froidement de préciser :

« Tu ne peux pas ou tu ne veux pas ? »

Je prends alors conscience qu'il n'y a pas de salaire minimum en Allemagne. Et que cela n'est pas prêt de s'arranger.

Tout en envoyant des dizaines de candidatures par semaine, je travaille ensuite quelques temps, toujours en freelance, dans un call-center, dans lequel les employés sont sur écoute permanente afin de vendre du matériel inutile à des photographes déjà surendettés.

En voyant que je ne pourrai pas décrocher de vrai contrat de travail – avec des droits et un salaire décent – je me lance à la recherche d'un stage rémunéré, dans un secteur qui au moins me passionnera et sera en phase avec mes convictions. Le huitième stage de ma vie. En tant que graphiste et agent pour un collectif d'artistes, je m'occupe d'organiser leurs portfolios, de leur trouver des expositions. Tout se passe à merveille. Alors que je débute mon activité de scénariste de bande dessinée pour la France, je reprends mon souffle et retrouve un peu d'énergie.

### **Chercheur sur le marché de l'art : je postule**

Mars 2013. Sur un site d'offres d'emploi allemand conçu pour les diplômés en histoire de l'art, je tombe sur une annonce qui retient mon attention. Chercheur sur le marché de l'art, pour une start-up basée à Berlin. Profil recherché : compétences rédactionnelles. Bac+5 dans le domaine de l'art ou des sciences humaines. Expériences professionnelles liées à Internet. Français, anglais et allemand courants. Je postule.

Dix minutes plus tard, je reçois un e-mail de l'un des deux CEO [directeur général]. Il m'invite à un entretien via Skype le lendemain. J'accepte, tout en précisant que j'habite Berlin et qu'on pourrait donc se rencontrer. Non, me dit-il, pas le temps, par Skype c'est plus rapide. Soit. Après tout, c'est comme le cul par webcam interposée, je n'ai encore jamais essayé. Je l'ajoute donc dans ma liste de contacts.

Je passe l'entretien et commence deux semaines plus tard. Le titre de mon poste : « Country manager France ». Ma mission : dresser un rapport détaillé en anglais sur tous les collectionneurs d'art contemporain en France. Leurs pratiques, leur collection, leur psychologie... Cette start-up envisage de lancer prochainement un site internet qui soit l'unique et donc la plus grosse base de données concernant les collectionneurs du monde entier. Le but étant de vendre les informations ainsi collectées aux galeristes, artistes, institutions culturelles, etc.

Mon salaire : 960 euros brut mensuel pour quatre jours par semaine.

### **Silicon Allée, berceau d'une nouvelle précarité**

Dix autres personnes sont embauchées sur le même poste, pour une étude sur leur pays d'origine. J'ai ainsi des collègues venus d'Inde, de Chine, du Japon, d'Espagne, d'Angleterre, des États-Unis, d'Israël et d'Allemagne. La plupart viennent d'atterrir à Berlin, quand ils n'ont pas émigré exprès pour ce poste. La langue officielle est l'anglais. Les locaux, à Mitte, sont vastes. Le fondateur et CEO a déjà lancé plusieurs start-up, qu'il a revendues les unes après les autres au bout de six mois. Je laisse deviner ce qu'il en est du sort des employés.

Sa dernière trouvaille ? Un site d'abonnement à des cours de fitness en ligne, avec coach virtuel inclus pour mincir sans mettre un orteil dehors. Ce jeune tout droit sorti de Harvard est présenté, du haut de ses 27 ans et de son titre de docteur, comme un modèle parmi les entrepreneurs les plus innovants de Berlin – rebaptisée, et pour cause, la Silicon Allée. Tout le Web 2.0 l'acclame. On s'imagine que grâce aux gens comme lui, le taux de chômage à Berlin va enfin baisser (il est de 12,3% contre 6,9% pour le reste de l'Allemagne, en avril 2013).

Dès mon arrivée, je remarque que nous travaillons isolés, chacun le nez sur son ordinateur portable – nos propres ordinateurs, puisque l'entreprise n'en fournit pas. Je ne peux pas m'empêcher de penser aux billets d'avion de certaines compagnies aériennes dont le prix n'inclut pas de réservation de siège... Nous travaillons donc chacun de notre côté, et les malheureux qui osent se parler sont immédiatement réprimandés par une humiliante remarque de notre manager, une brillante diplômée de Cambridge qui parle cinq langues mais n'en utilise qu'une seule pour s'adresser à nous : le verbiage.

### **Il n'embauchera dorénavant que des Chinois**

Après quelques jours, ils décident d'instaurer un nouveau système afin de renforcer l'esprit d'équipe : sur un tableau blanc installé au centre de l'open space, nous devons tous reporter, le soir au moment de partir, notre score de la journée. C'est-à-dire le nombre de collectionneurs dont on a dressé un profil complet. Le lendemain matin, la manager le consulte puis vérifie scrupuleusement nos résultats afin de désigner le meilleur d'entre nous, grâce à un savant calcul de notre taux de réussite. Cette tâche, c'est l'essence de son travail de manager. J'ignorais qu'il fallait passer par Cambridge pour comparer des pourcentages.

Lors de la troisième semaine, alors que je commence à me demander quand je vais partir, malgré mon taux de réussite de 87,3%, le processus de « team building » monte encore d'un cran. Le CEO vient faire un tour dans l'open space. Loin de se souvenir de nos prénoms, il concentre son attention sur le tableau et commente nos scores. Il déclare la compétition officielle, ajoutant qu'à partir de maintenant, il offre au meilleur un bon d'achat Amazon d'une valeur de 100 euros.

Nous nous regardons tous d'un œil circonspect... Il annonce que cette semaine, l'heureux gagnant est notre collègue chinoise. Puis il finit par lâcher, après quelques timides applaudissements, que ce n'est

pas étonnant : on sait tous que les Chinois travaillent comme des robots et d'ailleurs, il n'embauchera dorénavant que des Chinois. Il vient ensuite nous voir les uns après les autres, pour être sûr qu'on a tous bien compris. Quand vient mon tour, je lui explique que je fais de mon mieux, mais que d'entrer en compétition avec mes collègues, ce n'est vraiment pas mon genre. Ce à quoi il me rétorque un « I don't care » [je m'en fous] qui ne fait qu'un tour dans ma tête. C'est mon dernier jour.

### **Les caprices d'un patron prépubère**

Quand je regarde les annonces des start-up, je lis avec stupeur sur chacune d'elles : « Flat hierarchy » (hiérarchie plate). Effectivement, si aujourd'hui tous les employés sont « country manager » pour moins de 1 200 euros brut par mois, si la tâche principale du manager consiste à les noter, et si tout ce petit monde est manœuvré par les caprices d'un patron prépubère, alors oui, je veux bien croire que la bonne vieille notion de hiérarchie pyramidale est pulvérisée.

Parce que les start-up permettent d'enrichir rapidement leurs fondateurs sans capital de départ en attirant des investisseurs gourmands et pressés, elles matérialisent un modèle économique qui n'a pas fini de se propager. Parce qu'elles concernent Internet et donnent à croire qu'à travers elles souffle le vent de la liberté et de l'accomplissement de soi, elles sont un secteur d'avenir. Elles incarnent tout simplement la réponse au fléchissement du capitalisme par lui-même – soit le cynisme absolu.

Que vont penser les futurs diplômés des écoles de commerce ? Que pour se réaliser, pour être-au-monde au sens où l'entendait Martin Heidegger, il suffit d'un ordinateur portable, d'une connexion Internet et d'une bonne idée commerciale. Et accessoirement, d'une poignée de Chinois.

Je ne compte pas généraliser à partir de ma seule expérience. Mais il me semble qu'à mon âge, j'en ai vu assez pour me sentir triste, profondément atteinte, et affirmer que nous vivons une époque désenchantée.

### **Automne 2013 : La ville**

Berlin respire, Berlin attire. Des milliers de gens en font leur projet de vie chaque année. Mais quels buts poursuivent-ils ? Celui de fuir leur pays ou leur âme en crise, c'est selon. Partir en quête d'une qualité de vie meilleure, à la recherche d'une certaine lenteur, dépourvue de cette angoisse qui englué d'ordinaire les métropoles. À l'assaut d'un marché du travail prétendu généreux, moderne, créatif... Et surtout, sublimé. L'eldorado berlinois est-il vraiment un antidote à ce mal du siècle que l'on invoque jusqu'à l'écoeurement - la crise ?

Les gens qui vivent à Berlin, cosmopolites, se complètent avec leurs singularités, leurs désillusions, leurs réussites. Ils composent leurs destins comme on assemble un puzzle ; avec ce que certains ont perdu dans leur vie d'avant, ce que d'autres ont encore à créer, dans ce nouvel univers où tout semble être permis. Plus qu'ailleurs, il est difficile de composer une géographie des existences. Pourtant, le mystère

berlinois passionne. Il intrigue ceux qui, comme nous, l'observent à travers le prisme des médias qui encensent une économie en bonne santé, une société bénie par le dynamisme de l'emploi.

Tirant sa force d'un potentiel sans cesse renouvelé, la ville tient ses promesses, elle qui a si bien su renaître de ses cendres. Vibrante, elle peut sans doute transporter les générations futures sur de longues trajectoires. Mais parfois, elle ne dévoile, sous son irrésistible appel à la liberté, que le vertige encouru par ceux qui refusent le cruel principe de réalité. Berlin, c'est la liberté, au risque de la réalité.

À Berlin, le bonheur réside déjà dans le simple fait d'être là. Bien en dessous de la moyenne nationale, le prix de l'immobilier y est encore abordable. Et comme la densité de population est très basse, la liberté commence avec l'espace. Les gens affluent parce qu'ils ont la place de vivre et sont libres de rester, parfois même sans travailler.

Jusqu'à la chute du mur, Berlin brillait peu. Après 1989, beaucoup d'habitants d'un pays désormais disparu ont fui, laissant derrière eux des hectares vides, que plus personne ne réclamait. Voués à tomber dans l'oubli, ils furent habités peu à peu par des artistes et des intellectuels désargentés.

Aujourd'hui, les promoteurs immobiliers s'agitent, face à ces usines et lofts désaffectés au goût d'or. Les prix flambent. Certes, comparativement à d'autres capitales européennes, ils restent relativement bas. Mais la plupart des salaires allemands le sont aussi, contrairement à ce qu'on pourrait projeter et fantasmer, grâce à des chiffres du chômage étonnamment domptés... Au cœur de la première puissance économique européenne, une crise encore silencieuse, mais un malaise éclatant.

Il n'y a pas de salaire minimum légal en Allemagne. 6,8 millions de personnes y triment actuellement pour moins de 8 euros de l'heure. La nouvelle grande coalition entre la droite conservatrice d'Angela Merkel et le parti socialiste SPD a engendré en novembre 2013 la promesse d'un salaire minimum de 8,50 euros de l'heure. L'application de cette mesure est prévue pour 2017 seulement, sans vraiment tenir compte de l'inflation.

### « Minijobs » et « Précarité »

En 2002, une grande réforme du travail fut entreprise par le chancelier Gerhard Schröder, pour une nouvelle politique de l'emploi plus flexible, plus avenante. À ses côtés, un allié : Peter Hartz, ancien directeur du personnel chez Volkswagen. Il donna son nom à la loi Hartz IV qui, entre autres mesures, réduisit la durée des indemnités de chômage de plus de moitié. Dans cette même dynamique, de nombreuses entreprises allemandes ont eu recours au chômage partiel et de nouveaux types de contrats de travail ont vu le jour. Moins coûteux, plus flexibles, plus avenants.

Le « Minijob » est un contrat offrant l'opportunité de travailler légalement et de bénéficier d'une sécurité sociale, à condition cependant de ne pas gagner plus de 450 euros par mois. Le contrat de « Freier Mitarbeiter », pour le travailleur indépendant désireux de conserver sa précieuse liberté, stipule

que ce dernier doit lui-même acquitter ses cotisations sociales, et accepter d'éventuelles heures supplémentaires non payées. Naturellement, aucun des travailleurs sous ce type de contrat ne comptent dans les chiffres du chômage, dont on s'étonne qu'ils restent miraculeusement bas.

À Berlin, quand on n'est pas payé, on peut au moins trouver un travail qu'on aime. Les opportunités abondent, surtout dans les domaines de la culture, des arts, des médias et de la communication. Tout travail mérite salaire, mais quand il semble se confondre avec le plaisir ou le loisir, pourquoi devrait-on être payé ? Pourquoi devrait-on bénéficier d'une rémunération décente, quand des centaines d'autres candidats se bousculeraient pour le poste qu'on occupe ?

C'est dans cette conjoncture qu'est né le terme de « précarariat », mot valise fait de précarité et de prolétariat, qui selon les sociologues désigne une toute nouvelle catégorie sociale : les nouveaux travailleurs pauvres de notre ère post-industrielle, sans indépendance économique ni sociale. Le précarariat touche en particulier les jeunes, mais risque de les poursuivre encore longtemps. L'avenir est flou, le travail ne se pense plus sur le long terme. Berlin, qui permet une vie épicurienne, est aussi une bonne planque pour contrer les incertitudes.

Le 3 juillet 2013, François Hollande s'est rendu dans la capitale allemande à l'occasion de la conférence sur l'emploi des jeunes en Europe, en compagnie de la chancelière Angela Merkel et de sa ministre du travail, Ursula von der Leyen, ainsi que d'une vingtaine de chefs d'États et de ministres du travail. Le défi majeur est de rétablir la confiance des jeunes en l'Europe.

Lors de la conférence de presse donnée à l'issue de cette rencontre, on apprend que 8 milliards d'euros vont être consacrés à l'emploi des jeunes, au sein d'un nouveau plan d'investissement pour l'Europe s'élevant à 1 million d'euros. Des crédits de différentes sources vont être débloqués pour les petites et moyennes entreprises afin de faciliter l'embauche. Les cursus de type Erasmus vont être privilégiés, ainsi que l'apprentissage en alternance. Mesures flexibles et avenantes.

Les ministres du travail de chaque pays présents ont bien été mis en garde sur le fait que l'Europe, en plus de ne plus être un espoir, n'est pas une solution, et qu'ils doivent avant tout veiller à faire appliquer au niveau national des lois efficaces pour l'emploi. Hausser la compétitivité, soutenir la croissance et l'innovation, offrir aux jeunes des solutions d'avenir, les protéger, les accompagner... Pour des lendemains aux airs de sortie de crise.

Mais à aucun moment, lors de cette conférence à Berlin, le sujet méconnu des contrats de travail précaires en Allemagne n'a été abordé. Parce qu'aux yeux de l'Europe, seule la prouesse d'une baisse des chiffres du chômage compte, les réalités sous-jacentes sont gommées, de même que le projet de repenser comment s'articule le travail au sein d'une vie – un projet pourtant fondamental.